

AFRIQUE

Cameroun : des centaines de milliers de personnes ont besoin d'une assistance urgente (ONU)

24 janvier 2019

Des centaines de milliers de personnes au Cameroun ont besoin d'une assistance et d'une protection de toute urgence, a déclaré jeudi la Coordinatrice résidente et humanitaire des Nations Unies pour le Cameroun, Allegra Baiocchi, à l'occasion de la présentation avec le gouvernement camerounais du Plan humanitaire 2019 de l'ONU et de ses partenaires.

« Les attaques contre les civils se sont multipliées et de nombreuses personnes touchées par le conflit survivent dans des conditions difficiles sans assistance humanitaire en raison du financement insuffisant de la réponse », a expliqué la Coordinatrice.

Allegra Baiocchi a appelé à faire de la situation au Cameroun une priorité. « Le Cameroun d'aujourd'hui ne peut plus être une crise oubliée », a-t-elle déclaré. Selon l'ONU, les besoins ont augmenté de 31% en un an, environ 4,3 millions de personnes au Cameroun, soit une personne sur six et principalement des femmes et des enfants, ayant besoin d'une assistance.

L'aggravation du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est le principal facteur à l'origine de cette augmentation, a souligné Mme Baiocchi. Les attaques armées dans la région de l'Extrême-Nord et les nouveaux réfugiés en provenance de la République centrafricaine (RCA) ont également entraîné un plus grand nombre de personnes nécessitant de l'aide.

L'insécurité et la violence dans ces régions ont déraciné 437.000 personnes de leurs foyers et obligé plus de 32.000 d'entre elles à chercher refuge au Nigéria voisin.

Quatre millions de personnes sont touchées par le conflit dans l'ouest du Cameroun.

En outre, en raison de la détérioration de la situation dans le nord-est du Nigéria, plus de 10.000 nouveaux réfugiés sont arrivés au Cameroun en 2018, ce qui porte à 100.000 le nombre de réfugiés nigériens.

Le plan d'action humanitaire conjoint 2019 prévoit 299 millions de dollars pour venir en aide à 2,3 millions de personnes vulnérables, soit plus de la moitié des personnes dans le besoin.

L'ONU a toutefois signalé que le plan d'intervention 2018 pour le Cameroun s'élevant à 320 millions de dollars n'a été financé qu'à hauteur de 40%.

Source : ONU

Des milliers de Nigériens fuient les violences et se réfugient au Tchad (HCR)

22 janvier 2019

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime que 6.000 Nigériens ont fui la violence pour se réfugier au Tchad voisin. « Une nouvelle recrudescence de la violence dans le nord-est du Nigéria a contraint des milliers de personnes à rechercher la sécurité dans la région du lac Tchad, au Tchad », a déclaré un porte-parole du HCR.

La grande majorité des nouveaux réfugiés sont des femmes et des enfants. « Les réfugiés ont indiqué qu'ils craignent pour leur vie suite à des menaces de représailles et d'intimidation ayant suivi des attaques de militants. C'est la raison pour laquelle le HCR s'emploie également à éloigner les réfugiés des zones frontalières ».

Jusqu'à présent, l'agence onusienne a réussi à reloger quelque 4.200 réfugiés dans le camp déjà existant de Dar-es-Salam, situé à 45 km. Les camps accueillent déjà plus de 11.000 réfugiés nigériens arrivés depuis 2014.

Sur place, le HCR s'efforce de fournir rapidement un abri et d'autres formes d'aide à ceux qui arrivent. L'agence onusienne distribue des articles de secours, notamment des couvertures, des nattes et des moustiquaires. Les réfugiés reçoivent aussi des repas chauds.

Par ailleurs, le HCR suit également de près le sort de quelque 9.000 réfugiés nigériens rapatriés de force du Cameroun au Nigéria la semaine dernière. Les réfugiés avaient fui après une attaque menée par des militants au Nigéria le 14 janvier. À l'intérieur du Nigéria, les mêmes affrontements ont également contraint des dizaines de milliers de civils à fuir.

Plus de 30.000 personnes sont arrivées à Maiduguri (nord-est du Nigeria), ce qui dépasse les capacités des camps accueillant déjà des déplacés. Les populations ont besoin d'une aide humanitaire. Dans ces conditions, le HCR réitère son appel aux pays de la région du Bassin du Lac Tchad à maintenir les frontières ouvertes aux réfugiés fuyant l'insécurité au Nigéria.

Source : ONU

Mali : deux Casques bleus tués par une mine dans le centre du pays

25 janvier 2019

Deux Casques bleus de l'ONU au Mali ont péri vendredi dans l'explosion d'une mine. Leur mort intervient cinq jours après celle de dix Casques bleus tués dans l'attaque la plus meurtrière contre la Minusma depuis son déploiement en 2013, revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, principale alliance jihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda.

La Minusma compte près de 14.000 militaires et policiers. Elle est la plus coûteuse en vies humaines des actuelles opérations de maintien de la paix de l'ONU, avec près de 180 morts, dont plus d'une centaine dans des actes hostiles.

Dans son dernier rapport trimestriel sur le pays, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres souligne la croissance continue des attaques à l'engin explosif improvisé. Face à cette menace, "la bonne exécution du mandat de la Mission" est entravée notamment par le manque "de véhicules protégés contre les mines", déplore le secrétaire général de l'ONU.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés par une intervention militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit.

Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, dont l'application

accumule les retards. Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

Source : AFP

Soudan : le principal chef de l'opposition soutient le mouvement de contestation

25 janvier 2019

Le principal chef de l'opposition au Soudan, Sadek al-Mahdi, a dit soutenir le mouvement de contestation réclamant le départ du président Omar el-Béchir, en s'adressant vendredi à ses partisans à Omdourman où la police a fait usage de lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Sadek al-Mahdi, revenu au Soudan le 19 décembre après près d'un an d'exil, a exprimé son soutien aux manifestants réclamant depuis plusieurs semaines la chute du régime de Béchir, dans un pays en plein marasme économique.

M. Mahdi, dernier Premier ministre démocratiquement élu du Soudan, avait été chassé du pouvoir par le coup d'Etat fomenté en 1989 par l'actuel président Omar el-Béchir. L'opposant dirige al-Oumma, l'une des plus anciennes formations politiques du pays. Il est également à la tête de la secte Al-Ansar, branche religieuse d'al-Oumma.

Selon l'opposant Sadek al-Mahdi, "plus de 50 personnes ont été tuées" dans des violences depuis le début du mouvement de contestation, le 19 décembre.

Un bilan officiel fait état de 30 morts durant les manifestations tandis que des organisations de défense des droits humains parlent de plus de 40 morts.

Le parti d'opposition al-Oumma a cosigné un document avec l'Association des professionnels soudanais (APS), à la tête de la contestation antigouvernementale, a affirmé M. Mahdi.

Le parti de Sadek al-Mahdi a régulièrement dénoncé les politiques du gouvernement Béchir.

Mais le mouvement de contestation actuel est mené par l'Association des professionnels soudanais qui regroupe des médecins, enseignants et ingénieurs et maintient la pression en appelant à des manifestations quotidiennes à travers le pays.

Depuis plus d'un mois, le Soudan est secoué par un mouvement de protestations engendré par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain dans un pays en plein marasme économique.

Les manifestations se sont rapidement transformées en mouvement antigouvernemental pour demander la démission du président Béchir, au pouvoir depuis trois décennies.

Et la répression des manifestations a valu à Khartoum plusieurs condamnations notamment des Etats-Unis qui ont averti que cela pourrait entraver la reprise des relations diplomatiques.

Pour le président Béchir, les Etats-Unis sont à l'origine des difficultés économiques en raison d'un embargo, imposé pendant 20 ans (1997-2017), qui interdisait au Soudan de mener des activités commerciales et des transactions financières à l'international.

Au-delà de la baisse des subventions du pain, le Soudan, amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, est confronté à une inflation de près de 70% par an et fait face à un grave déficit en devises étrangères.

Les habitants doivent composer avec des pénuries régulières d'aliments et de carburants, tandis que les prix de certaines denrées subissent une forte hausse.

Selon de nombreux observateurs, le mouvement de contestation, qui a fait tache d'huile dans le pays, est devenu le plus grand défi posé au président Béchir, 75 ans.

Source : AFP

Moscou confirme la présence de sociétés de sécurité russes au Soudan

23 janvier 2019

Le ministère russe des Affaires étrangères a confirmé mercredi la présence au Soudan de sociétés russes de sécurité privées qui participent à la formation de l'armée et des forces de l'ordre.

Des manifestations quasi-quotidiennes ont lieu depuis le triplement du prix du pain, le 19 décembre, et le mouvement a soulevé une vague de contestation politique contre le président Omar Hassan al Béchir, au pouvoir depuis 1989.

"La tâche des sociétés russes de sécurité privées se limite à la formation du personnel des forces armées et des forces de l'ordre", a ajouté le ministère, démentant une information parue dans la presse britannique évoquant la présence de mercenaires russes engagés pour aider les autorités soudanaises à endiguer la contestation.

Source : Reuters

Soudan : l'UNICEF appelle à protéger les enfants affectés par la crise économique et sociale

23 janvier 2019

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a appelé mercredi les autorités au Soudan à protéger les enfants de la crise économique qui affecte le pays depuis plusieurs mois et des troubles qui ont débuté le 19 décembre.

« Des enfants auraient été tués dans les troubles qui ont éclaté le mois dernier au Soudan. Selon des informations reçues, des dizaines d'enfants ont également été blessés et d'autres arrêtés », a dit le Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Geert Cappelaere.

Il a rappelé que ces derniers mois, le Soudan a connu une hausse sans précédent du coût de la vie et des pénuries de pain et de carburant. Des manifestations ont débuté le 19 décembre dernier après le triplement du prix du pain et ont pris une tournure politique. La répression aurait fait des dizaines de morts parmi les manifestants et des centaines de blessés.

La semaine dernière, la cheffe des droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, s'était dit vivement préoccupée par des informations crédibles faisant état d'un usage excessif de la force par les forces de l'ordre soudanaises contre les manifestants.

« Bien qu'il soit difficile pour l'UNICEF de vérifier ces informations, les enfants doivent toujours être protégés de toute forme de violence, de préjudice, de cruauté et de maltraitance physique ou mentale. Les enfants ne doivent jamais être ciblés, utilisés ou exploités », a dit M. Cappelaere.

Le responsable de l'UNICEF a noté que « la pauvreté parmi les enfants et leurs familles a augmenté ». « Selon des informations parvenues à l'UNICEF, de plus en plus d'enfants ont désormais besoin de soins de santé et de nutrition ».

Source : ONU

RDC : Tshisekedi prête serment pour une transition historique et contestée

24 janvier 2019

C'est fait : l'opposant Félix Tshisekedi est officiellement devenu jeudi le cinquième président de la République démocratique du Congo, sous les yeux de son prédécesseur Joseph Kabila, mais en l'absence de l'autre opposant Martin Fayulu qui conteste sa victoire.

M. Tshisekedi, 55 ans, a reçu les symboles du pouvoir des mains du président sortant Joseph Kabila, 47 ans, lors d'une cérémonie au palais de la Nation, siège de la présidence. C'est la première transmission pacifique du pouvoir depuis l'indépendance depuis 1960.

Lors de son discours, Félix Tshisekedi a promis d'oeuvrer en faveur de la libération des prisonniers politiques.

Le nouveau président devra partager le pouvoir avec le camp du sortant qui a gardé la majorité à l'Assemblée nationale.

C'est parmi cette majorité que M. Tshisekedi devra chercher son Premier ministre à partir de lundi, date prévue de la rentrée parlementaire. Les noms du directeur de cabinet du président Kabila, Néhémie Mwilanya Wilondja, et du grand patron congolais Albert Yuma circulent dans la presse congolaise, entre autres spéculations.

La coalition Cap pour le changement (Cach) du président Tshisekedi et la coalition pro-Kabila Front commun pour le Congo (FCC) ont signé un "accord de coalition politique", d'après un document parvenu à l'AFP.

Au moins un officiel congolais a boycotté la prestation de serment : l'autre candidat de l'opposition Martin Fayulu, qui s'estime victime d'un accord entre MM. Kabila et Tshisekedi, et qui revendique la victoire dans les urnes avec 60% des voix.

Son recours a été rejeté par la Cour constitutionnelle.

L'Union africaine et l'Union européenne dans un communiqué conjoint avaient "pris note" mardi de l'élection de M. Tshisekedi, se déclarant prêtes à travailler avec lui.

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian avait "émis des doutes" tout en souhaitant "éviter des crises et des affrontements".

D'autres pays africains (Kenya, Tanzanie, Afrique du Sud...) ont salué plus chaleureusement l'élection de M. Tshisekedi.

C'est la première "passation de pouvoir civilisée" dans l'histoire de ce pays riche en minerais, comme le rappelle la chaîne d'Etat RTNC.

Le nouveau gouvernement va prendre la direction d'un pays riche en minerais, mais dont les deux tiers des 80 millions d'habitants survivent avec moins de deux dollars par jour.

La nouvelle équipe va subir de plein fouet la chute des cours du cobalt, qui ont dégringolé en quelques mois de 100.000 à 35.000 dollars la tonne.

Cette baisse brutale devrait être un coup dur pour l'État, qui misait beaucoup sur une réforme du code minier relevant la taxation des producteurs de cobalt. La RDC en est le premier exportateur mondial.

Source : AFP

Zimbabwe : le ministre des Finances "déterminé" à poursuivre les réformes

22 janvier 2019

Le ministre des Finances du Zimbabwe, Mthuli Ncube, s'est dit mardi "déterminé" à poursuivre le programme des réformes, malgré la fronde meurtrière contre la hausse des prix du pétrole, dans un entretien à l'AFP à Davos (Suisse).

"Le programme de réformes économiques est très important et nous sommes déterminés à le mener jusqu'au bout", a-t-il expliqué en marge du Forum économique mondial. Les troubles "font partie des douleurs" qu'engendrent "le programme de réforme".

Le Zimbabwe a été secoué la semaine dernière par de violentes manifestations contre la hausse spectaculaire (+150%) des prix des carburants ordonnée par le gouvernement, dans un pays étranglé par deux décennies de crise économique, contraignant le président Emmerson Mnangagwa à annuler son déplacement à Davos.

Les affrontements ont fait au moins 12 morts et 78 blessés par balles, selon le Forum des ONG des droits humains au Zimbabwe. Plus de 600 personnes ont été arrêtées depuis le début de la fronde.

La répression des derniers jours est considérée comme la plus brutale depuis les violences ordonnées par le régime Mugabe contre ses opposants lors de la présidentielle de 2008. Elles s'étaient soldées par plus de 200 morts.

A son retour à Harare, M. Mnangagwa a tenté de tourner la page sur les récents affrontements en lançant un appel au dialogue à l'opposition, qui l'a aussitôt refusé en exigeant la fin de la répression.

Source : AFP

ASIE

Birmanie : double spirale de violence ethnique en Etat Rakhine

25 janvier 2019

A la crise des musulmans rohingyas se superpose, dans la même région de Birmanie, une autre rébellion locale, plongeant une région déjà fragilisée dans une double spirale de violences meurtrières. Les deux conflits sont les suivants : armée contre rebelles arakanais et armée contre rebelles rohingyas.

L'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) se fait discrète ces derniers temps, après des représailles de l'armée ayant conduit depuis 2017 plus de 720.000 Rohingyas à fuir au Bangladesh - et qualifiées de nettoyage ethnique par l'ONU.

Mais l'Armée d'Arakan (AA), qui lutte en faveur de plus d'autonomie pour la population bouddhiste (dite rakhine ou arakanaise) de ce territoire de l'ouest de la Birmanie, a pris le relais ces dernières semaines. Et plus de 5.000 personnes ont dû quitter leurs villages en janvier pour fuir les combats, selon l'ONU.

"Le conflit est entré dans une nouvelle phase dangereuse, dans laquelle les divisions ethniques sont clairement au premier plan", met en garde l'ONG internationale ICG.

Les combats les plus meurtriers jusqu'ici ont eu lieu le 4 janvier, quand 13 policiers birmans ont été tués et 9 autres blessés dans des attaques de l'AA.

Les rebelles de l'AA, outre la lutte armée, mènent une campagne active sur les réseaux sociaux, sous le hashtag #ArakanDream2020. "Les Arakanais ont le cœur brisé... On fait croire que tout notre groupe ethnique est terroriste", critique ouvertement Aye Nu Sein, vice-présidente de l'Arakan National Party, interviewée par l'AFP à Sittwe, la capitale régionale.

Le gouvernement n'a pas encore classé l'AA parmi les groupes terroristes comme leurs homologues rohingyas de l'ARSA.

Mais il a franchi un pas après les violences de janvier, demandant à l'armée de mener des "opérations de nettoyage".

Le mécontentement des Arakanais ne date pas d'hier, mais a grandi depuis la victoire écrasante du parti de la Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi aux législatives de 2015 : l'Arakan national party a été laminé.

L'interdiction d'une manifestation à Mrauk U, l'ancienne capitale du royaume Rakhine, aussi dit Arakan, il y a un an, avait mis le feu aux poudres.

Des émeutes avaient conduit la police à tirer, faisant 7 morts parmi les manifestants.

Et le chef du parti, Aye Maung, a été arrêté dans la foulée, accusé d'avoir appelé dans un discours enflammé à prendre les armes contre le pouvoir central, dominé par l'ethnie bamar, dont fait partie Aung San Suu Kyi.

Source : AFP

Indonésie : l'avenir incertain d'Ahok, ex-gouverneur chrétien de Jakarta sorti de prison

24 janvier 2019

Si l'ex-gouverneur chrétien de Jakarta peut se réjouir de sa sortie de prison jeudi, après deux ans derrière les barreaux pour blasphème, son avenir est incertain en Indonésie, pays divisé par cette affaire symptomatique d'une intolérance religieuse croissante.

Basuki Tjahaja Purnama, surnommé "Ahok", était le premier gouverneur de Jakarta non musulman depuis plus de 50 ans, et le premier issu de la minorité chinoise. L'homme avait su se rendre populaire avec des mesures contre les embouteillages monstres dans la capitale et en luttant contre la corruption. Certains lui prédisaient un brillant avenir en politique.

Son discours percutant contre la corruption, endémique dans le pays d'Asie du Sud-Est, et contre une bureaucratie apathique, lui avaient assuré une certaine popularité. Mais d'autres décisions, comme celles d'évincer des habitants pauvres habitant en bord de rivière, ont causé une certaine colère.

En septembre 2016, devant un groupe de pêcheurs, Ahok avait estimé erronée l'interprétation par certains oulémas (théologiens musulmans) d'un verset du Coran selon lequel un musulman ne doit élire qu'un dirigeant musulman.

La vidéo, devenue virale, avait provoqué une vague de contestation dans ce pays d'Asie du Sud-Est où tout semblant de contestation de l'islam est extrêmement sensible. Ses excuses et son insistance pour dire qu'il n'avait cherché qu'à répondre à ses rivaux ne pouvaient pas grand-chose face au discours enflammé de groupes radicaux.

Des manifestations avaient rassemblé des milliers de partisans d'une ligne dure de l'islam dans la capitale fin 2016.

Jugé pour blasphème, il avait vu sa popularité s'effondrer et perdu son poste de gouverneur en avril 2017, à la faveur d'une élection remportée par un adversaire musulman.

Le mois suivant il était condamné à deux ans de prison pour insulte à l'islam, alors que le parquet avait requis le sursis.

Les perspectives pour lui paraissent bouchées.

Ce père de trois enfants a aussi divorcé pendant sa détention.

Source : AFP

Pakistan : le cas d'Asia Bibi bientôt de retour devant la Cour suprême

24 janvier 2019

La Cour suprême pakistanaise décidera le 29 janvier si elle accepte d'instruire un appel contre sa propre décision d'acquitter Asia Bibi, une chrétienne au cœur d'une affaire de blasphème, a annoncé jeudi un avocat impliqué dans ce dossier.

Si la plus haute instance judiciaire du pays invalide cette procédure, plus rien n'empêchera Asia Bibi de quitter le Pakistan, où elle vit sous haute protection, étant de longue date une cible pour les extrémistes dans ce pays musulman très conservateur.

D'après plusieurs experts en droit, il paraît très peu probable que la Cour suprême se déjuge, tout particulièrement dans une affaire aussi incendiaire que celle d'Asia Bibi. "C'est très rare", a déclaré l'avocat Saad Rasool à l'AFP.

Asia Bibi, condamnée à mort en 2010 pour blasphème, a été acquittée le 31 octobre par la Cour suprême, puis libérée le 8 novembre. Elle réside depuis lors dans un lieu sûr au Pakistan, ont affirmé à de multiples reprises les autorités.

Alors que la France a déclaré accepter de l'accueillir, le Premier ministre canadien Justin Trudeau avait affirmé en novembre à l'AFP que son pays était "en discussions" avec Islamabad à ce sujet.

Mme Bibi, ouvrière agricole chrétienne âgée d'une cinquantaine d'années, avait été condamnée à mort en 2010 pour blasphème à la suite d'une dispute avec des villageoises musulmanes au sujet d'un verre d'eau.

Son cas a eu un retentissement international, attirant l'attention des papes Benoît XVI et François. L'une de ses filles a rencontré ce dernier à deux reprises.

L'affaire Asia Bibi divise le Pakistan, pays musulman très conservateur où le blasphème est un sujet extrêmement sensible. Des accusations suffisent à provoquer des lynchages mortels.

Les défenseurs des droits de l'homme voient en Asia Bibi un symbole des dérives de la loi réprimant le blasphème au Pakistan, souvent instrumentalisée, selon ses détracteurs, pour régler des conflits personnels.

Une quarantaine de personnes condamnées pour blasphème se trouvent actuellement dans le couloir de la mort au Pakistan, selon une estimation de la Commission internationale pour la liberté religieuse des Etats-Unis datant de 2018.

Après l'acquiescement de Mme Bibi, des milliers d'islamistes avaient bloqué trois jours durant les principaux axes du pays pour exiger sa pendaison, poussant le gouvernement du Premier ministre Imran Khan à signer un accord controversé avec eux.

L'exécutif s'était engagé à lancer une procédure visant à interdire à Asia Bibi de quitter le territoire et à ne pas bloquer la requête en révision du jugement d'acquiescement par la Cour Suprême. L'accord a été critiqué par de nombreux Pakistanais, furieux que l'Etat ait cédé face aux extrémistes.

Fin novembre, des centaines de sympathisants du parti islamiste Tehreek-e-Labaik Pakistan (TLP), qui avait fomenté les violents blocages, ont toutefois été arrêtés. Khadim Hussain Rizvi, le bouillonnant chef du TLP, est accusé de rébellion et de terrorisme, selon l'exécutif. De telles accusations sont passibles de la prison à vie.

Source : AFP

Soros s'en prend à la Chine dans son traditionnel discours de Davos

24 janvier 2019

Le milliardaire George Soros s'en est pris à la Chine et à son président Xi Jinping, qu'il a qualifié de "plus dangereux ennemi" des sociétés libres et démocratiques, dans un discours à charge à Davos. "La Chine n'est pas le seul régime autoritaire du monde, mais c'est sans aucun doute le plus riche, le plus fort et le plus développé en matière d'intelligence artificielle".

"Si ces entreprises en venaient à dominer le marché de la 5G", la cinquième génération des technologies mobiles (5G), indispensable à l'essor des voitures autonomes et autres objets connectés, "elles représenteraient un risque inacceptable pour la sécurité du monde."

Il a en outre appelé les Etats-Unis à "sévir" contre les groupes technologiques chinois Huawei et ZTE.

"L'an dernier, je pensais encore que la Chine devait être davantage intégrée aux institutions de gouvernance mondiale, mais, depuis, le comportement de Xi m'a fait changer d'avis".

Adversaire déclaré du président Donald Trump, le financier-philanthrope a estimé que le gouvernement américain avait certes reconnu que la Chine était un "adversaire stratégique", tout en jugeant que c'était là un constat "simpliste".

Selon lui, une réponse politique efficace face à la Chine doit être "bien plus sophistiquée, détaillée et pragmatique" et doit également comporter une réponse à l'ambitieux programme d'investissements à l'étranger de Pékin, les "Nouvelles routes de la soie".

Le milliardaire a appelé Washington à concentrer ses représailles commerciales sur la Chine plutôt que de s'en prendre à ses alliés, parlant de "guerre froide qui pourrait devenir chaude" entre les deux super-puissances.

George Soros a toutefois aussi décoché une flèche à Moscou : "Je me suis concentré sur la Chine mais les sociétés libres ont bien d'autres ennemis, au premier rang desquels la Russie de Poutine. Le plus dangereux scénario serait que ces ennemis conspirent entre eux et apprennent des choses les uns des autres pour opprimer encore davantage leurs peuples."

Source : AFP

La Chine bloque le moteur de recherche Bing de Microsoft

24 janvier 2019

Microsoft a annoncé que son moteur de recherche Bing avait été bloqué en Chine, le groupe de Redmond étant la dernière entreprise occidentale en date à subir la censure des autorités qui ont créé un pare-feu géant pour contrôler les contenus sur internet.

C'est le deuxième revers subi par le groupe américain en Chine depuis novembre 2017, date à laquelle son service d'appels et de messagerie Skype avait été retiré des magasins d'applications d'Apple et de Google (filiale d'Alphabet).

Le Financial Times, citant une source, a rapporté mercredi que l'opérateur télécoms public chinois China Unicom, s'était conformé à la décision des autorités de bloquer le moteur de recherche.

L'Administration chinoise du cyberspace (CAC), chargée de la réglementation, de la censure, de la surveillance et du contrôle d'internet, n'a pas répondu aux questions qui lui ont été adressées par télécopie sur le sujet.

Avant son blocage, Bing était le seul moteur de recherche étranger d'importance encore accessible en Chine, Microsoft ayant accepté de censurer les résultats des requêtes sur des sujets sensibles, à la différence de Google.

Le moteur de recherche de Google est bloqué en Chine depuis 2010 et le directeur général du groupe, Sundar Pichai, a déclaré en décembre que le géant d'internet n'avait "aucun projet" en vue de relancer son service dans le pays, même s'il continue d'étudier l'idée.

Le président chinois Xi Jinping a renforcé le contrôle d'internet en Chine depuis 2016, le parti communiste au pouvoir cherchant à réprimer les mouvements de dissidence dans les réseaux sociaux.

Source : Reuters

L'exécutif de Hong Kong veut interdire de siffler l'hymne chinois

23 janvier 2019

L'exécutif de Hong Kong a présenté mercredi au Parlement un projet de loi contesté qui fait de l'irrévérence envers l'hymne national chinois un délit passible de trois ans de prison et d'une amende pouvant atteindre les 50.000 dollars hongkongais (environ 5.600 euros).

Le projet de loi prévoit aussi d'étendre aux écoliers, y compris les enfants inscrits dans des écoles internationales, l'obligation d'apprendre la "Marche des Volontaires".

Les autorités chinoises, plus de vingt ans après la rétrocession de Hong Kong, en 1997, s'efforcent d'instiller davantage de patriotisme dans l'ex-colonie britannique.

Siffler l'hymne chinois lors de rencontres de football est devenu ces dernières années une forme de manifestation politique contre l'influence croissante de la Chine sur les affaires de Hong Kong que dénoncent les milieux démocrates et les indépendantistes.

Le projet de loi, dont une autre version est à l'étude à Macao, devrait être adopté d'ici l'été.

Hong Kong a d'ores et déjà criminalisé les atteintes au drapeau et aux emblèmes de la République populaire de Chine, un délit passible de trois ans de prison.

Source : Reuters

"Grande satisfaction" de Kim Jong Un après une lettre de Trump

24 janvier 2019

Kim Jong Un a exprimé sa "grande satisfaction" après avoir reçu une lettre du président américain Donald Trump, a indiqué jeudi l'agence officielle nord-coréenne KCNA, à l'approche d'un nouveau sommet entre les deux dirigeants prévu fin février.

Les deux pays cherchent un accord de dénucléarisation susceptible de mettre fin à des décennies d'hostilité. Les deux chefs d'État se sont rencontrés pour la première fois en juin à Singapour. Ils avaient alors signé un document rédigé de manière vague, dans lequel M. Kim s'engageait à travailler pour la "dénucléarisation de la péninsule coréenne".

Pour les experts de la géopolitique de la région, le premier sommet avait surtout été un succès d'image. La stratégie de dialogue de M. Trump n'a en effet pas donné de résultats concrets pour réduire l'arsenal du régime de Pyongyang et mieux assurer la sécurité des pays voisins.

Kim Jong Un, dont la dynastie règne d'une main de fer sur la République populaire démocratique de Corée depuis trois générations, demande des garanties pour assurer la survie du régime, et un allègement de sanctions internationales très dures.

Source : AFP

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Tortures en Arabie : nouveaux appels à une enquête indépendante

25 janvier 2019

Deux ONG internationales, Amnesty international et Human Rights Watch (HRW) ont appelé vendredi l'Arabie saoudite à autoriser une enquête indépendante sur des accusations récentes de torture et de mauvais traitements de militants pour les droits humains. Des appels similaires avaient été lancés en novembre et en décembre par ces ONG.

Amnesty International, basée à Londres, a dit avoir obtenu de nouveaux rapports concernant dix militants pour les droits humains qui ont été "torturés, victimes de harcèlement sexuel et soumis à d'autres formes de maltraitance" au cours de leur détention.

"Nous sommes extrêmement soucieux de l'état de ces militants, arbitrairement détenus depuis environ neuf mois, simplement pour avoir défendu les droits humains", a déclaré Lynn Maalouf, directrice de recherches d'Amnesty pour le Moyen-Orient.

Amnesty a appelé l'Arabie saoudite à "permettre à des enquêteurs indépendants un accès immédiat et sans entrave aux militants détenus". HRW a, dans un appel similaire, estimé que "les autorités saoudiennes devraient immédiatement autoriser des enquêteurs indépendants internationaux à entrer en Arabie pour rencontrer les détenus".

Ces accusations interviennent alors que l'image de l'Arabie saoudite a été considérablement ternie par l'affaire Jamal Khashoggi, du nom de ce journaliste saoudien, critique du pouvoir, massacré le 2 octobre au sein du consulat de son pays à Istanbul.

Plus de dix militants ont été arrêtés en mai, peu avant la levée historique de l'interdiction faite aux femmes de conduire. La plupart d'entre eux ont été accusés de menacer la sécurité et de venir en aide aux ennemis du pays. Quelques-uns ont été libérés depuis.

Source : AFP

Turquie : libération conditionnelle d'une députée kurde en grève de la faim

25 janvier 2019

Une députée kurde du Parti démocratique des peuples (HDP), le principal parti prokurde en Turquie, observant depuis 79 jours une grève de la faim qui a entraîné une grave détérioration de son état de santé a été remise en liberté conditionnelle vendredi dans le sud-est de la Turquie.

La décision de faire sortir de prison Leyla Güven, détenue depuis janvier 2018, a été prise par un tribunal de Diyarbakir, la principale ville de cette région dont la population est en majorité kurde. Cette mesure a été assortie d'une interdiction de quitter le territoire. Son procès a été ajourné au 29 mai.

Leyla Güven avait entamé une grève de la faim en prison le 8 novembre afin de dénoncer les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), qui purge une peine de prison à vie.

La codirigeante du HDP, Pervin Buldan, a rendu visite à Leyla Güven après sa remise en liberté, affirmant qu'elle allait "poursuivre sa grève de la faim chez elle".

Le HDP affirme que des dizaines de "prisonniers politiques" ont observé des grèves de la faim dans les prisons turques pour protester contre "le maintien à l'isolement" de M. Öcalan.

Leyla Güven a été arrêtée en janvier 2018 après avoir critiqué l'offensive militaire turque alors en cours dans l'enclave en majorité kurde d'Afrin dans le nord de la Syrie.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan accuse le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement terroriste.

Six cents personnes ont été interpellées comme Leyla Güven pour avoir dénoncé l'opération menée à Afrin pour chasser les rebelles syro-kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Le mouvement, qu'Ankara considère comme une émanation du PKK, combat les djihadistes de l'Etat islamique avec l'appui des Etats-Unis.

Le chef de file du HDP, Selahattin Demirtas, est détenu depuis novembre 2016. Il est accusé de diriger une "organisation terroriste", de "propagande terroriste" et d'"incitation à commettre des crimes". Ce parti a été frappé de plein fouet par les purges qui ont suivi la tentative de putsch de juillet 2016 et plusieurs de ses députés ont été arrêtés.

Sources : AFP, Reuters

L'armée turque pilonne des positions des miliciens YPG en Syrie

25 janvier 2019

Les forces turques ont pilonné des positions des milices kurdes YPG dans la région de Tal Rifaat, dans le nord de la Syrie, pour la troisième journée consécutive vendredi, ont rapporté les médias turcs.

Tal Rifaat se trouve à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Afrin, ville sous le contrôle des forces turques et de l'ASL (Armée syrienne libre, rebelles pro-turcs) depuis l'opération "Rameau d'olivier" menée l'an dernier pour chasser les miliciens kurdes du secteur.

Les YPG (Unités de protection du peuple) contrôlent toujours la petite région de Tal Rifaat, coincée entre une zone sous contrôle turc au nord et des secteurs dominés par le gouvernement syrien et des rebelles au sud.

Ankara considère les YPG comme une organisation terroriste et le prolongement syrien du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte depuis 1984 dans le sud-est de la Turquie contre le pouvoir turc.

Source : Reuters

Le "califat" de l'EI en Syrie sera défait d'ici un mois, selon un haut commandant

25 janvier 2019

Les opérations militaires contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie touchent à leur fin et les jihadistes seront chassés d'ici un mois des dernières poches de leur soi-disant "califat", a déclaré à l'AFP un haut commandant impliqué dans l'offensive.

Dans une interview exclusive accordée à l'AFP jeudi près de Hassaké, dans le nord de la Syrie, Mazloum Kobani, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS) a également plaidé pour que cette alliance arabo-kurde, fer de lance de la lutte contre l'EI, bénéficie à l'avenir d'un "statut spécial" de la part du régime de Bachar al-Assad.

Les Kurdes qui ont établi une autonomie de facto sur des régions du nord de la Syrie à la faveur de la guerre qui ravage ce pays depuis 2011 négocient actuellement avec le régime pour préserver une certaine autonomie dans le futur.

Avec le soutien de la coalition internationale antijihadistes, les FDS sont près de terminer une opération lancée le 10 septembre pour venir à bout des jihadistes de l'EI dans leurs bastions de la vallée de l'Euphrate, dans l'est de la Syrie.

Quelques centaines de combattants de l'EI sont désormais retranchés dans une poignée de hameaux près de la frontière irakienne qui constituent les dernières poches du "califat" que l'EI avait autoproclamé en 2014 sur de vastes régions de l'Irak et de la Syrie.

M. Kobani a expliqué que la bataille est compliquée par l'utilisation par l'EI, depuis la perte de Raqa, de nouvelles tactiques, comme l'activation de "cellules dormantes, le recrutement secret de combattants et des opérations suicide, des attentats à la bombe et des assassinats".

"Nous nous attendons à une intensification de (ce genre) d'opérations de l'EI contre nos forces une fois que nous aurons mis fin à leur présence militaire" dans les derniers restes du "califat", a-t-il souligné. L'EI garde des cellules dans le désert syrien et a revendiqué des attaques dans les territoires tenus par les Kurdes.

Se targuant du rôle crucial des FDS dans la lutte contre l'EI, M. Kobani a estimé que celles-ci devront bénéficier "d'un statut spécial" même si elles venaient à être intégrées dans le futur dans l'armée syrienne régulière.

Les FDS contrôlent environ un tiers du territoire syrien.

Pour sa part, le régime contrôle désormais deux tiers du pays après avoir reconquis des territoires aux rebelles et aux jihadistes avec l'aide de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais. Il refuse d'accepter une autonomie des régions kurdes.

Depuis juillet, des représentants politiques de cette minorité, longtemps marginalisée, négocient toutefois avec le régime afin d'arriver à une décentralisation favorable à leur région. Ils craignent en effet une offensive turque contre eux depuis l'annonce du retrait des soldats américains de Syrie.

Source : AFP

Syrie : l'OMS achemine par avion des fournitures médicales face aux besoins croissants dans le nord-est

23 janvier 2019

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a acheminé, ce mercredi, par avion plus de 28 tonnes de fournitures médicales, d'équipements et de vaccins dans le gouvernorat d'Al-Hasakeh afin de répondre aux besoins croissants en matière de santé dans le nord-est de la Syrie.

Il s'agit de la deuxième cargaison acheminée ce mois-ci. Un premier envoi de 20 tonnes de matériel médical a été déjà acheminé le 8 janvier dernier. Ce nouveau chargement contient 140.000 vaccins contre la rougeole, la rubéole et les oreillons. Il s'agit aussi de doses contre la polio, la tuberculose, le tétanos et l'hépatite, ainsi que des suppléments de vitamine A.

« Des centaines de milliers de Syriens du nord-est du pays ont cruellement besoin de services de soins », a déclaré la Représentante de l'OMS en Syrie. Selon Elizabeth Hoff, « le système sanitaire dans les trois gouvernorats a été gravement perturbé et la situation est aggravée par le nombre élevé de personnes déplacées internes qui vivent dans des conditions déplorables ».

« Outre le renforcement des hôpitaux et des centres de soins de santé, nous nous concentrons sur le soutien à la vaccination des enfants dans le nord-est de la Syrie, où les taux de couverture vaccinale restent extrêmement bas ».

Ces fournitures ont été achetées grâce aux généreuses contributions des gouvernements norvégien et japonais, de l'agence d'aide du gouvernement du Royaume-Uni et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Source : ONU

En Syrie, le dernier village de l'EI conquis par une coalition arabo-kurde

23 janvier 2019

Une alliance de combattants arabes et kurdes soutenue par Washington a conquis mercredi le dernier village tenu par le groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, confinant les jihadistes dans deux hameaux, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont lancé en septembre une offensive contre le dernier bastion de l'EI dans la province de Deir Ezzor, frontalière de l'Irak, avec l'appui des frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

Les combattants kurdes et arabes ont déjà conquis l'écrasante majorité de ce réduit, malgré les contre-attaques de l'EI, qui a prouvé qu'il était toujours capable de frapper fort avec des attentats visant notamment les troupes américaines de la coalition.

"Nous voyons beaucoup de combattants ennemis (de l'EI, ndlr) prendre la fuite", a indiqué à l'AFP le porte-parole de la coalition internationale, le colonel Sean Ryan. Depuis septembre, les affrontements dans le secteur ont tué plus d'un millier de jihadistes, contre plus de 600 combattants des FDS, selon l'OSDH. Au moins 380 civils ont péri, d'après la même source.

"L'étau se resserre sur l'EI", s'est félicité Redur Khalil, un commandant des FDS. "Mais nous le répétons : la fin géographique de l'EI ne signifie pas la fin de l'organisation", a-t-il indiqué à l'AFP.

Selon des experts, l'EI a entamé sa mue en organisation clandestine en se cachant dans le désert ou en développant des "cellules dormantes" dans les territoires qu'il a perdus mais où il continue de sévir.

Le dernier bastion jihadiste a connu un exode massif de civils et de proches de l'EI qui fuient les combats, et des centaines de jihadistes ont rendu les armes, selon l'Observatoire.

"Parmi ceux qui fuient, il y a beaucoup de familles de l'EI de nationalités non syriennes, et des (jihadistes) qui tentent de se cacher parmi les civils", a souligné M. Khalil.

Malgré leur mise en déroute, les jihadistes ont revendiqué deux attentats meurtriers en moins d'une semaine contre des troupes américaines de la coalition et leurs alliés syriens, faisant 24 morts.

Ces violences interviennent alors que les Etats-Unis ont annoncé en décembre le retrait à venir de Syrie des quelque 2.000 soldats américains, justifiant ce désengagement par la défaite de l'EI. Outre leur réduit dans l'est, les jihadistes sont présents dans un secteur du désert syrien qui s'étend du centre du pays à la province de Deir Ezzor.

Source : AFP

Syrie : la situation se détériore à Idlib, affirme Moscou

23 janvier 2019

La situation se détériore rapidement dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, où la Turquie et la Russie ont instauré à l'automne dernier une "zone de désescalade", a déclaré mercredi la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

L'enclave d'Idlib est aujourd'hui en grande partie sous le contrôle des djihadistes du Front al Nosra, a-t-elle poursuivi.

"Les provocations qui se poursuivent représentent une menace pour la population civile, les militaires syriens et la base aérienne russe de Khmeïmim", a ajouté la porte-parole.

Les djihadistes d'Hayat Tahrir al Cham (HTS), coalition dominée par l'ex-Front al Nosra, ont renforcé au début du mois leur emprise sur la région d'Idlib, dernier grand bastion des insurgés en Syrie, après plusieurs jours de combats contre des groupes rebelles appuyés par la Turquie.

Grâce à leurs succès militaires, ils ont contraint les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) à accepter un accord politique mettant en place dans plusieurs localités d'une administration civile appuyée par le HTS.

Cette progression des islamistes risque de remettre en cause l'accord de démilitarisation conclu en septembre dernier par la Turquie et la Russie, qui a permis d'éviter une offensive de l'armée syrienne dans la province. Cet accord prévoyait le départ des groupes islamistes d'une zone tampon établie entre les lignes de front.

Source : Reuters

La Russie demande à Israël de mettre fin aux frappes en Syrie

23 janvier 2019

Moscou a appelé mercredi Israël à cesser de mener des frappes en Syrie, où l'aviation israélienne bombarde régulièrement des positions des Gardiens de la révolution iraniens ou de leurs alliés du Hezbollah libanais.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré la semaine dernière qu'Israël avait mené "des centaines" de frappes aériennes contre des intérêts iraniens en Syrie depuis le début de la guerre civile dans ce pays.

Source : Reuters

Israël annonce avoir testé avec succès un système antimissiles de longue portée

22 janvier 2019

Israël a annoncé avoir procédé mardi, avec les Etats-Unis et avec succès, à un test du système antimissiles Arrow 3 développé et financé conjointement par les deux pays.

Le test du système, censé pouvoir intercepter des engins au-dessus de l'atmosphère avec une portée qui pourrait aller jusqu'à 2.400 km, a été mené dans un contexte de tensions avec l'Iran.

L'armée israélienne a frappé dans la nuit de dimanche à lundi ce qu'elle a présenté comme des objectifs iraniens chez le voisin syrien, en riposte selon elle à un tir de missile sol-sol iranien de moyenne portée dimanche.

Arrow 3, niveau supérieur du dispositif antimissiles israélien, est destiné, lui, à contrer des missiles de longue portée. Mais les activités balistiques de la République islamique sont un profond motif de préoccupation d'Israël, des Etats-Unis et de la communauté internationale.

N'oublions pas la Russie (présente en Syrie), qui est accusée d'enfreindre le traité datant de la Guerre froide sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), qui limite la portée des missiles à 500 km. La Russie dément depuis le début ces accusations "sans fondement", reprochant en retour à Washington de violer le traité.

Arrow 3 a été conçu pour faire face aux capacités grandissantes d'adversaires régionaux tels que l'Iran, indique un programme dédié du think-tank CSIS (Center for Strategic and International Studies).

Source : AFP

Apaiser Gaza ou ménager les électeurs, le dilemme de Netanyahu, qui promet une "réaction létale" en cas d'escalade

23 janvier 2019

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis mercredi une "réaction létale" aux groupes palestiniens qui reprendraient les hostilités dans la bande de Gaza, au lendemain d'un accès de tensions dans cette enclave palestinienne éprouvée par les conflits, la pauvreté et les blocus.

Mardi soir déjà, il avait décidé de bloquer une aide de 15 millions de dollars pour la bande de Gaza, en réponse aux hostilités et au risque, en pleine période électorale, de ranimer la confrontation avec le Hamas et ses alliés. Après des semaines de calme relatif, la bande de Gaza a connu mardi des violences ravivant une fois de plus le spectre d'un embrasement.

Des chars positionnés côté israélien ont frappé mardi deux positions militaires du mouvement palestinien Hamas qui gouverne Gaza, en représailles à des tirs contre des soldats déployés sur la frontière. Dans la nuit, des avions de guerre ont bombardé un camp du Hamas.

Un membre des Brigades Ezzedine al-Qassam (branche armée du Hamas) a été tué par un tir de char.

Des centaines de personnes ont accompagné la dépouille au cimetière au son de haut-parleurs appelant à la vengeance.

Un soldat israélien a été légèrement touché mardi par un tir palestinien. Par mesure de rétorsion, M. Netanyahu a décidé de ne pas autoriser l'acheminement, attendu depuis deux semaines et prévu ce mercredi, de 15 millions de dollars d'aide qatarie dans la bande de Gaza.

Gaza a frôlé en 2018 une quatrième guerre en 10 ans après des mois de manifestations souvent violentes près de la barrière frontalière et plusieurs accès de fièvre entre groupes armés palestiniens et armée israélienne. Israël et le Hamas ont conclu en novembre un cessez-le-feu par l'entremise du voisin égyptien. Mais les tensions demeurent.

Pour apaiser la situation, Israël avait autorisé le Qatar, avec lequel il n'a pourtant pas de relations diplomatiques, à faire entrer à Gaza 90 millions de dollars en six tranches mensuelles pour payer les salaires de dizaines de milliers d'employés du Hamas et aider les pauvres, qui représentent la moitié de la population.

Deux premiers versements qataris ont eu lieu en novembre et décembre.

Le coordinateur de l'ONU pour les affaires humanitaires dans les territoires palestiniens, Jamie McGoldrick, a souligné que Gaza attendait le 3e versement.

L'arrangement sur les versements au Hamas a suscité une image peu propice pour le Premier ministre israélien en période électorale : celle de valises de dollars entrées dans Gaza avec l'ambassadeur du Qatar et le feu vert israélien. M. Netanyahu convoite un cinquième mandat de Premier ministre aux législatives anticipées du 9 avril.

Source : AFP

Le Hamas refuse une aide du Qatar pour la bande de Gaza

24 janvier 2019

L'administration mise sur pied par le Hamas dans la bande de Gaza a refusé jeudi un versement de 15 millions de dollars de la part du Qatar, pour dénoncer les conditions imposées par le gouvernement israélien.

Doha lui a alloué en novembre une aide de 150 millions de dollars étalée sur six mois pour lui permettre de payer ses fonctionnaires et d'acheter le carburant nécessaire à la production

d'électricité, mais les versements doivent être approuvés par l'Etat hébreux, ce dont de nombreux dirigeants du mouvement islamiste se sont indignés.

D'après l'économiste Mohammad Abou Djayyab, l'émirat avait auparavant averti le Hamas qu'Israël avait posé de nouvelles conditions. Le gouvernement israélien s'est refusé à tout commentaire.

Source : Reuters

L'Autorité palestinienne va refuser toute aide américaine

22 janvier 2019

L'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas va refuser à partir de fin janvier les aides que le gouvernement américain lui fournit encore, afin de ne pas s'exposer à des plaintes aux Etats-Unis pour financement du terrorisme, a indiqué mardi un responsable palestinien.

Cette décision est motivée par l'adoption aux Etats-Unis en 2018 de l'Anti-Terrorism Clarification Act (ATCA), qui autorise les citoyens américains à poursuivre en justice pour des faits de terrorisme des gouvernements étrangers bénéficiant de l'aide américaine.

Or les responsables américains et israéliens accusent régulièrement l'Autorité palestinienne d'encourager la violence en versant de l'argent aux proches d'auteurs d'attaques emprisonnés ou tués par les forces israéliennes.

Si l'Autorité palestinienne met fin à cette aide, l'existence de programmes actuellement soutenus par les Etats-Unis ainsi que la coopération entre Washington et l'Autorité dans le domaine de la sécurité pourraient être remises en cause.

Cette coopération est souvent perçue comme essentielle à la stabilité de la Cisjordanie, territoire occupé par Israël et où siège l'Autorité.

Un haut responsable palestinien, en charge de la sécurité, a estimé que cette décision aurait des conséquences.

Quelques entreprises américaines travaillant dans le domaine des services de sécurité ont déjà quitté les territoires palestiniens, a-t-il dit à l'AFP sous couvert de l'anonymat, ajoutant que l'Autorité palestinienne cherchait de nouveaux financements.

Le président américain Donald Trump a transféré l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, qu'il a reconnue comme capitale d'Israël en décembre 2017.

En réaction, le président palestinien Mahmoud Abbas a gelé les relations de l'Autorité avec l'administration américaine.

Donald Trump a ensuite coupé de 500 millions de dollars l'aide américaine aux Palestiniens. Jusqu'à présent, la plupart des projets tributaires de cette aide américaine avaient été progressivement mis à l'arrêt.

Mais, à la suite de la décision prise par l'Autorité de refuser toute aide américaine, l'agrandissement d'une école près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, risque d'être subitement stoppé, ainsi que d'autres projets d'infrastructures dans des villes palestiniennes.

Source : AFP

USA : sanctions contre deux milices pro-iraniennes et deux compagnies aériennes

24 janvier 2019

Les Etats-Unis ont imposé jeudi des sanctions visant deux milices pro-iraniennes engagées en Syrie et deux compagnies aériennes qui aident à transporter des armes dans ce pays.

Les deux groupes armés, la division Fatemiyoun et la brigade Zaynabiyoun, sont liés à la force Al Qods des gardiens de la Révolution iranienne.

Les deux compagnies aériennes, Qeshm Fars Air et Flight Travel LLC, sont liées à la compagnie privée iranienne Mahan Air qui transporte des armes en Syrie, a précisé le département américain du Trésor. Al Qods, la force d'élite des pasdarans, et Mahan Air sont déjà visées par des sanctions américaines.

Source : Reuters

Iran : 6 ans de prison pour le mari d'une célèbre militante iranienne (avocat)

23 janvier 2019

Le mari d'une célèbre militante des droits de l'Homme emprisonnée à Téhéran a été condamné mercredi par un tribunal iranien à six ans de prison, notamment pour "complot contre la sécurité nationale", selon son avocat et l'agence Isna.

Marié à l'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, "Reza Khandan a été condamné à cinq ans de prison pour avoir comploté contre la sécurité nationale et à un an de prison pour propagande contre le système", a déclaré cet avocat, Me Mohammad Moghimi.

"Il a également été interdit de sortie du territoire pendant deux ans, ainsi que d'exercer toute activité sur les réseaux sociaux, dans les médias ou d'adhérer à un groupe politique", a-t-il ajouté.

Ce verdict a été rendu par la Cour révolutionnaire de Téhéran, qui a également condamné aux mêmes peines, sur des charges identiques, le militant des droits humains Farhad Meisami, selon Isna.

Les deux hommes vont faire appel, a déclaré M. Moghimi, qui les représente.

L'épouse de M. Khandan, Mme Sotoudeh, a été elle arrêtée en juin 2018. Il lui avait alors été signifié qu'elle avait été condamnée à cinq ans de prison "par contumace" sur des accusations d'espionnage. Un nouveau procès, sur d'autres charges non spécifiées par la justice iranienne, est en cours contre l'avocate de 55 ans.

Récompensée en 2012 par le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit décerné par le Parlement européen, Mme Sotoudeh avait déjà passé trois ans en prison, de 2010 à 2013, pour "activité

contre la sécurité nationale" et "propagande anti-régime", après avoir défendu des opposants arrêtés lors des manifestations de 2009 contre la réélection de l'ultraconservateur Ahmadinejad.

Source : AFP

Iran : le mécanisme spécial des Européens lancé dans les prochains jours, annonce Le Drian

23 janvier 2019

Le "véhicule spécial" préparé par l'Union européenne afin de pouvoir continuer à commercer avec l'Iran malgré le rétablissement des sanctions américaines devrait être lancé dans les prochains jours, a déclaré mercredi le ministre français des Affaires étrangères.

De sources diplomatiques, on a appris la semaine dernière que l'Union européenne devait lancer le mécanisme d'ici la fin janvier, mais qu'il ne serait pas effectif avant plusieurs mois, le temps de régler des détails techniques.

En vertu de l'accord de 2015, l'Iran a limité son programme nucléaire civil, vu par les Occidentaux comme une couverture au développement d'armes nucléaires, en échange de la levée des sanctions.

Pour contourner le rétablissement des sanctions américaines, le SPV entend préserver les exportations pétrolières et gazières de l'Iran à destination de l'Europe, et les exportations de produits européens vers la République islamique.

Son ambition pourrait cependant être revue à la baisse, certains diplomates estimant qu'il ne pourrait finalement couvrir que des échanges plus modestes, tolérés par l'administration Trump, comme ceux de produits agricoles ou humanitaires.

Source : Reuters

AMERIQUES

Sous pression, Trump cède sur le mur pour sortir du "shutdown"

25 janvier 2019

C'est finalement Donald Trump qui a cédé le premier. Après plus d'un mois d'un intense bras de fer avec les démocrates, le président américain a renoncé temporairement au financement de son mur à la frontière mexicaine, pour pouvoir sortir du "shutdown" le plus long de l'histoire des Etats-Unis.

"Espérons que le président a retenu la leçon", a lancé, victorieux, le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer. "Il est triste qu'il ait fallu aussi longtemps pour parvenir à une conclusion évidente", a renchéri la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, qui a renforcé à travers cette crise sa réputation d'habile stratège.

Soumis à une très forte pression, M. Trump a au final accepté ce que les démocrates exigeaient depuis des semaines : sortir de l'impasse budgétaire avant la reprise de toute négociation sur des mesures de contrôle de l'immigration clandestine.

Après plus d'un mois de paralysie touchant 800.000 fonctionnaires, privés de salaire, il s'est dit "fier" d'annoncer un accord de fin du "shutdown" partiel, prévoyant un financement des services fédéraux jusqu'au 15 février.

Mais il a menacé d'une nouvelle paralysie budgétaire à partir du 15 février si aucun consensus n'était trouvé sur son projet de mur frontalier. Voire de déclarer une situation "d'urgence" qui lui permettrait d'activer des pouvoirs extraordinaires afin de contourner le Congrès.

Juste avant l'annonce, la pression s'était nettement accentuée sur Donald Trump et les parlementaires alors que des milliers de fonctionnaires venaient d'être privés d'un second bulletin de salaire. Ils seront payés rétroactivement, mais ce n'est pas le cas des nombreux sous-traitants également affectés.

De grosses perturbations avaient en outre été signalées vendredi matin dans des aéroports de New York et de Philadelphie à cause du manque de personnel, rajoutant à l'urgence de la situation.

Des associations de contrôleurs aériens avaient fait part jeudi de leur inquiétude quant aux conséquences du "shutdown" sur la sécurité dans le transport aérien. Un message inquiétant répété en boucle dans les médias américains depuis.

Source : AFP

Un proche conseiller de Trump inculpé dans l'enquête russe

25 janvier 2019

Roger Stone, ami et conseiller de longue date de Donald Trump, a été interpellé et inculpé vendredi dans l'enquête sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du milliardaire républicain et Moscou, puis libéré sous caution.

Commentant les conditions de l'arrestation, filmée avant l'aube par CNN, le président a réagi d'un tweet irrité, dénonçant à nouveau la "chasse aux sorcières" visant selon lui son entourage et estimant que "les trafiquants d'êtres humains (étaient) mieux traités".

Stratège politique et conseiller de l'ombre de dirigeants républicains, M. Stone est le dernier proche de M. Trump à être mis en cause par les investigations menées par le procureur spécial Robert Mueller qui empoisonnent son mandat.

Roger Stone a été inculpé de sept chefs d'accusation, dont ceux de fausses déclarations, subornation de témoin et obstruction à une procédure officielle. CNN a diffusé des images montrant des agents du FBI lourdement armés entourant la maison où se trouvait Roger Stone.

Selon l'acte d'accusation, Roger Stone "clamait avoir communiqué avec l'Organisation 1" autour d'août 2016. Cette organisation, Wikileaks, a diffusé en octobre 2016 des messages piratés du camp démocrate dans le but affiché d'influencer l'élection présidentielle au détriment de Mme Clinton. Le site a de son côté nié toute communication directe avec M. Stone.

Le conseiller informel de Donald Trump est notamment accusé d'avoir "pris des mesures pour entraver" les investigations sur les ingérences russes dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Il lui est reproché d'avoir "fait de nombreuses fausses déclarations" à la commission du renseignement de la Chambre des Représentants sur ses interactions avec WikiLeaks.

M. Mueller tente de déterminer depuis plus d'un an et demi s'il y a eu entente entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou en 2016. Cette nouvelle inculpation d'un proche du magnat de l'immobilier dans ces investigations tentaculaires est une mauvaise nouvelle pour Donald Trump, qui clame à cor et à cri qu'il n'y a eu aucune collusion avec Moscou.

Jusqu'ici, les investigations supervisées par Robert Mueller n'ont pas directement mis en cause le milliardaire républicain. Elles ont en revanche débouché sur diverses inculpations et des condamnations de proches collaborateurs du 45^e président des Etats-Unis.

Son ancien avocat, Michael Cohen, a été condamné à trois ans de prison, notamment pour infractions à la législation sur le financement des campagnes électorales. Paul Manafort, un temps directeur de l'équipe de campagne de M. Trump, a lui été jugé coupable de malversations financières liées à des activités en Ukraine antérieures à la présidentielle de 2016.

Et Michael Flynn, ancien conseil à la sécurité nationale du président, a plaidé coupable d'avoir menti aux enquêteurs sur ses liens avec des responsables russes. Donald Trump accuse régulièrement le procureur Mueller d'être en mission commandée au service des démocrates.

Source : AFP

USA : record des dépenses en lobbying de Google en 2018

23 janvier 2019

Google, filiale du groupe Alphabet, a révélé mardi avoir dépensé 21,2 millions de dollars en lobbying politique à Washington l'an dernier, dépassant son précédent record de 18,22 millions

de dollars en 2012. Microsoft Corp a déboursé pour sa part 9,52 millions de dollars en 2018, selon les chiffres de son rapport trimestriel, contre 8,5 millions pour l'exercice précédent.

De nouvelles réglementations en matière de politique antitrust et de protection de la vie privée ont été mises en place par les parlementaires et l'administration Trump afin de réduire le pouvoir des géants de la technologie comme Amazon, Facebook ou Google.

Source : Reuters

Les diplomates américains quittent le Venezuela, où arrivent des Russes

25 janvier 2019

Plusieurs diplomates ont quitté vendredi en milieu de journée l'ambassade des Etats-Unis à Caracas en direction de l'aéroport de la capitale vénézuélienne, ont rapporté des témoins, alors que Washington veut faire monter la pression sur le président Nicolas Maduro.

Jeudi, le département d'Etat américain a ordonné à certains membres de son personnel diplomatique de quitter le Venezuela et a également conseillé aux ressortissants américains de partir, après que Donald Trump a reconnu Juan Guaido comme nouveau chef de l'Etat au Venezuela.

Le président Nicolas Maduro a en conséquence rompu les relations diplomatiques avec les Etats-Unis, décidé la fermeture de l'ambassade et des consulats du Venezuela aux Etats-Unis et demandé mercredi au personnel diplomatique américain de quitter le pays sous 72 heures.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo participera samedi à New York à une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, auquel il demandera de reconnaître Juan Guaido comme président par intérim du pays d'Amérique latine.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a prévenu vendredi que Moscou s'opposerait à la "politique destructrice" des Etats-Unis. En visite à Rabat, au Maroc, il a dénoncé les "appels au coup d'Etat" de Washington.

Jeudi soir, au lendemain de sa prestation de serment unilatérale en tant que chef de l'Etat par intérim, Juan Guaido a dit vouloir organiser au plus vite de nouvelles élections. Forte du soutien des Etats-Unis et d'autres pays, l'opposition entend continuer d'exercer sa pression sur le président Maduro, réélu en mai dernier à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition.

Dans un entretien télévisé à Univision, Juan Guaido a déclaré qu'il s'agissait "du début de la fin" pour Nicolas Maduro et qu'il allait oeuvrer à l'acheminement d'une aide humanitaire et à la mise en place de nouvelles mesures économiques pour lutter contre l'hyperinflation dans le pays.

Juan Guaido a proposé d'amnistier les membres de l'armée et les représentants qui désavoueraient Nicolas Maduro. Il a ajouté qu'il pourrait étendre son offre à des membres du gouvernement, voire à Maduro lui-même si celui-ci quittait ses fonctions de son plein gré.

Si de nombreux pays soutiennent Juan Guaido, à l'inverse, le Mexique, la Turquie, la Chine et la Russie ont apporté leur soutien à Nicolas Maduro, Moscou mettant particulièrement en garde contre toute tentative d'intervention militaire américaine.

Des agents de sécurité privée russes, qui participent aux opérations militaires à l'étranger pour le compte du Kremlin, sont arrivés ces derniers jours à Caracas pour renforcer la sécurité du président vénézuélien, a-t-on appris de sources proches de ces groupes paramilitaires à Moscou.

L'une de ces sources, proche du groupe Wagner, qui a notamment participé aux conflits en Ukraine et en Syrie, a précisé que certains agents étaient présents depuis l'élection présidentielle de l'an dernier et que d'autres étaient arrivés "récemment". Un chef d'un autre groupe, les Cosaques, Evguéni Chabaïev, a estimé à environ 400 le nombre de mercenaires russes déployés.

Plus que des Russes, l'issue de la crise dépend en bonne partie de l'attitude de l'armée vénézuélienne, que Juan Guaido a appelée à se rallier à lui, mais dont les principaux chefs, dont le ministre de la Défense Vladimir Padrino, ont jusqu'à présent fait bloc derrière Nicolas Maduro.

Quatorze personnes au moins ont été tuées depuis le début de la nouvelle vague de manifestations antigouvernementales mardi, selon les ONG vénézuéliennes. Michelle Bachelet, haut-commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, a réclamé l'ouverture d'une enquête indépendante sur le recours à la force.

Source : Reuters

Brésil : un député homosexuel fuit le pays, disant craindre pour sa vie

25 janvier 2019

Un député brésilien homosexuel a annoncé jeudi qu'il avait renoncé à ses fonctions et quitté le Brésil à cause du nombre croissant de menaces de mort proférées à son encontre.

Jean Wyllys, premier député du pays à avoir annoncé son homosexualité, a déclaré au journal Folha de Sao Paulo qu'il avait fui le pays pour des raisons de sécurité.

D'après le journal, le nombre de menaces de mort envoyées à Jean Wyllys a augmenté depuis l'assassinat en mars dernier d'une conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco, amie de Wyllys.

Jean Wyllys, élu en octobre dernier pour un troisième mandat, était considéré par la communauté LGBT comme le principal défenseur des droits homosexuels, en particulier depuis l'arrivée à la présidence de Jair Bolsonaro.

Selon Wyllys, les violences commises à l'encontre des personnes homosexuelles se sont multipliées depuis octobre dernier et l'élection de Bolsonaro, qui a tenu des propos jugés homophobes durant la campagne électorale.

Source : Reuters

Pérou : Fujimori retourne en prison, où il craint une "mort lente"

24 janvier 2019

L'ancien président du Pérou Alberto Fujimori, hospitalisé depuis octobre, est retourné mercredi soir en prison pour purger sa peine, ce qu'il a dénoncé comme une "condamnation à mort, lente et certaine", dans une lettre remise à l'AFP peu avant sa réincarcération.

Après quatre mois d'hospitalisation pour des problèmes cardiaques, une équipe médicale a estimé son état de santé stable. Ce diagnostic a entraîné son transfèrement pour purger 13 ans de détention, soit le reliquat de sa peine de 25 ans de réclusion pour crimes contre l'humanité commis pendant sa présidence.

La Cour suprême du Pérou avait annulé début octobre la grâce présidentielle accordée fin 2017 à Alberto Fujimori, ravivant la controverse autour de cette figure aussi adulée que détestée. M. Fujimori a cependant fait appel de cette annulation.

Sa fille aînée est également incarcérée, depuis fin octobre, dans le cadre de l'enquête sur le scandale de corruption Odebrecht. Elle est accusée d'avoir reçu de manière illicite 1,2 million de dollars pour sa campagne électorale de 2011 de la part d'Odebrecht, géant brésilien du BTP, qui a versé des pots-de-vin pour obtenir des chantiers en Amérique latine.

Kenji, le benjamin et dissident du fujimorisme, est pour sa part poursuivi pour tentative présumée d'acheter des votes de députés afin d'éviter la destitution de l'ex-président Pedro Pablo Kuczynski.

Source : AFP

EURASIE

La police ukrainienne s'inquiète des ingérences russes dans la présidentielle

25 janvier 2019

Des pirates informatiques au service de la Russie redoublent d'efforts pour perturber l'élection présidentielle ukrainienne, dont le premier tour aura lieu le 31 mars, a annoncé vendredi le chef de la cyber-police à Kiev.

Ils ont recours à des cartes de vœux infectées, des mises à jour de logiciels, des offres d'achats entre autres méthodes d'hameçonnage, a expliqué Serhiy Demedyuk, dans le cadre d'un entretien accordé à Reuters.

Les hackers cherchent également à acheter sur le "dark web" les données personnelles des responsables électoraux, a-t-il poursuivi, parlant de "piratages constants".

Selon le président Petro Porochenko, qui briguera vraisemblablement un nouveau mandat, le Kremlin a mis au point de multiples méthodes d'ingérences dans les élections.

Source : Reuters

L'ex-président ukrainien Ianoukovitch condamné à 13 ans de prison

24 janvier 2019

L'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch a été condamné jeudi par contumace à 13 ans de prison pour trahison. Le tribunal a reconnu l'ex-chef de l'Etat, réfugié en Russie depuis 2014, coupable d'avoir "délibérément" provoqué les événements qui ont conduit à l'annexion de la péninsule de Crimée par Moscou et au conflit séparatiste dans l'Est de l'Ukraine.

Selon le magistrat, l'ancien président ukrainien a adressé une lettre à son homologue russe le 1^{er} mars 2014 pour demander au Kremlin d'envoyer l'armée et la police russes rétablir l'ordre en Ukraine.

Les avocats de Ianoukovitch ont annoncé leur intention de faire appel du verdict.

Source : Reuters

Le Parlement grec approuve le nouveau nom de la Macédoine

25 janvier 2019

Le Parlement grec a validé vendredi le nouveau nom de la Macédoine, mettant un terme à près de 30 ans de dispute avec ce petit pays voisin et lui ouvrant les portes de l'Union européenne et de l'Otan.

153 députés sur 300 ont voté en faveur de l'accord conclu en juin entre Athènes et Skopje, qui rebaptise l'"Ancienne république yougoslave de Macédoine" (ARYM) en "République de Macédoine du Nord". 146 se sont prononcés contre.

L'accord a été salué par plusieurs responsables de l'Union européenne et de l'Otan, tandis que le Premier ministre grec Alexis Tsipras parlait d'un "jour historique" ouvrant "une nouvelle

page" pour les Balkans. Il est avec son homologue macédonien Zoran Zaev le principal artisan de cet accord qui œuvre selon lui "pour l'amitié, la coopération et la paix".

Au-delà de la question du nom, l'accord dit de Prespes (ou Prespa) permet de lever un obstacle de taille à l'entrée dans l'UE et l'Otan de cette ancienne république yougoslave, coincée entre l'Albanie, le Kosovo, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. Athènes avait mis son veto à ces adhésions tant que l'accord ne serait pas ratifié.

Mais le texte gréco-macédonien, signé le 17 juin sous l'égide de l'ONU, est loin d'être anodin pour la population en Grèce, où la mobilisation n'a pas faibli contre le nouveau nom de la Macédoine.

"L'accord n'est pas passé pour les Grecs, il est illégal, il n'a pas eu suffisamment de voix au Parlement", s'est insurgée Konstantina Farmaki, une historienne grecque venue d'Autriche pour manifester vendredi.

Dimanche, de violents incidents avaient éclaté au cours d'un rassemblement de 60.000 à 100.000 protestataires sur la place Syntagma, devant le Parlement. Le gouvernement avait pointé du doigt des extrémistes du parti néonazi Aube Dorée.

Pour les Grecs, le terme Macédoine n'appartient qu'à leur patrimoine historique et à la province éponyme du nord de leur pays, terre natale d'Alexandre le Grand. Certains redoutent même que le petit Etat balkanique voisin n'ait des velléités d'annexer cette région grecque qui ouvre sur la mer Egée, un accès dont il est privé.

L'accord suscite en Grèce l'opposition de 62% des personnes interrogées, selon un sondage Pulse SKAI TV publié jeudi.

La majorité des partis politiques étaient farouchement opposés à l'accord.

Source : AFP

L'UE appelle à ne pas abuser des "visas dorés"

23 janvier 2019

La Commission européenne a exhorté mercredi les pays de l'UE à ne "pas abuser" de l'octroi lucratif de "visas dorés", ces dispositifs controversés permettant d'acquérir des permis de séjour, voire la citoyenneté, en échange de gros investissements.

Cette pratique, qui profite notamment à des Chinois ou à des Russes fortunés, "présente un certain nombre de risques" pour l'UE, "en termes de sécurité, de blanchiment d'argent ou encore d'évasion fiscale", selon le premier rapport de l'exécutif européen sur le sujet, publié mercredi.

"Nous parlons d'ouvrir la grande porte de l'Europe à quelques personnes privilégiées qui ont l'argent pour payer la citoyenneté ou la résidence", a souligné la commissaire chargée de la Justice, Vera Jourova.

L'exécutif européen n'est pas en mesure de modifier ou d'interdire ces dispositifs strictement nationaux. Mais "lorsque l'on vend la citoyenneté d'un pays, on vend la citoyenneté européenne"

donc "l'ensemble de l'UE a son mot à dire", a ajouté Mme Jourova, appelant à plus de "vigilance".

Des pays comme Malte, Chypre et la Bulgarie sont particulièrement dans le viseur. Ils permettent d'acquérir la citoyenneté en investissant entre 800.000 euros et 2 millions d'euros, et ce sans passer par les étapes plus fastidieuses d'une procédure classique de naturalisation.

Aucun des trois n'impose "d'obligation de résidence physique", ni de "véritable connexion avec le pays" à ces investisseurs, relève le rapport. Et ces derniers obtiennent la possibilité de circuler à leur guise dans l'UE sans être suffisamment contrôlés en amont pour écarter des risques de sécurité, de blanchiment d'argent ou d'évasion fiscale, déplore la Commission.

Parallèlement à cet accès à des passeports en Bulgarie (qui a annoncé mardi vouloir le supprimer), à Malte et à Chypre, ces 3 pays ainsi que 17 autres proposent par ailleurs aux investisseurs non-européens d'obtenir des permis de résidence.

Moins avantageux, ces dispositifs prévus par exemple en France, en Espagne ou en Grèce, permettent tout de même de circuler librement dans l'espace Schengen. Et là aussi, le rapport publié mercredi relève des risques sécuritaires et un "manque de transparence" sur les conditions posées.

La Commission a annoncé qu'elle allait mettre sur pied un groupe d'experts nationaux pour améliorer le partage d'informations entre Européens. S'il s'avère que des pays violent des règles en matière de blanchiment d'argent, Bruxelles "n'hésitera pas à prendre les mesures appropriées", a dit M. Avramopoulos, faisant planer la menace de procédures d'infraction.

"Le vent tourne autour de l'industrie des visas dorés", ont salué deux ONG, Transparency International et Global Witness, qui auraient toutefois souhaité une position plus offensive de Bruxelles.

Source : AFP

Droit d'asile : l'UE accélère sa procédure contre la Hongrie

24 janvier 2019

La Commission européenne a annoncé jeudi être passée à la deuxième étape de la procédure d'infraction qu'elle a lancée l'été dernier contre la Hongrie au sujet de sa législation en matière d'asile, baptisée "Stop Soros" par les autorités de Budapest.

L'Union européenne reproche au gouvernement de Viktor Orban, qui a fait de la lutte contre l'immigration le marqueur fort de sa politique, l'adoption de cette loi qui a considérablement limité le droit d'asile et transformé en infractions pénales toutes les activités de soutien aux migrants.

Après la lettre de mise en demeure adressée en juillet 2018 au gouvernement hongrois, la Commission a activé jeudi la deuxième étape de la procédure d'infraction : l'envoi d'un avis motivé dans lequel elle demande à Budapest de se conformer au droit européen.

Si le gouvernement hongrois ne répond pas à cette demande, l'exécutif européen pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), dernière étape avant d'éventuelles sanctions. Le Parlement européen a lui aussi entamé une procédure de sanctions contre la Hongrie en lui reprochant de menacer les valeurs fondamentales de l'Union.

Source : Reuters

Italie : un tribunal recommande que Salvini soit jugé pour l'affaire du Diciotti

24 janvier 2019

Un tribunal de Palerme a recommandé que le vice-président du Conseil et ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini, chef de la Ligue, soit renvoyé devant la justice pour l'affaire des 150 migrants du navire Diciotti bloqués pendant dix jours en août dernier dans le port sicilien de Catane.

Le "tribunal des ministres" de la capitale sicilienne, chargé de mener les enquêtes concernant les membres du gouvernement, a pris ainsi le contre-pied du parquet de Catane qui avait demandé en novembre dernier le classement du dossier.

"Je risque de passer entre 3 et 15 ans en prison pour avoir bloqué l'entrée en Italie d'immigrants illégaux. J'en reste sans voix", a réagi Matteo Salvini jeudi sur Twitter. "Je pose la question au peuple italien : dois-je continuer à être ministre, à exercer mes droits et à remplir mes devoirs, ou bien dois-je demander à tel ou tel tribunal de décider de la politique migratoire ?"

Le dernier mot pour renvoyer Matteo Salvini devant un tribunal revient au Sénat, qui devra voter à ce sujet.

En août dernier, une enquête a été ouverte contre le ministre de l'Intérieur pour "séquestration de personnes, arrestations illégales et abus de pouvoir".

Les 150 migrants, en majorité des Erythréens, avaient été recueillis en Méditerranée par un navire garde-côte, le Diciotti, qui avait ensuite gagné le port de Catane. Les migrants n'avaient été autorisés à débarquer qu'au bout de dix jours.

Depuis, Matteo Salvini a encore durci sa politique, refusant à tout bateau transportant des migrants d'entrer dans un port italien.

"Que je sois tout à fait clair : je ne changerai pas le moins du monde ma position. De ces bateaux, petits ou grands, personne ne descendra", a souligné le dirigeant de la Ligue.

Actuellement, le SeaWatch 3, navire d'une organisation humanitaire allemande, se dirige en pleine tempête vers l'Italie avec à son bord 47 migrants recueillis samedi dernier au large de la Libye.

Défiant la politique gouvernementale, le maire de centre gauche de Palerme, Leoluca Orlando, a proposé de le recevoir.

Depuis 2014, l'Italie a accueilli plus de 650.000 migrants arrivés par la mer.

Source : Reuters

La Cour d'appel de Paris refuse l'extradition de Palma Salamanca

23 janvier 2019

La chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris a repoussé la demande chilienne d'extradition de l'ex-guerrillero chilien Ricardo Palma Salamanca, d'un groupe armé d'extrême gauche, condamné en 1994 à la prison à vie par la justice chilienne pour sa participation présumée à plusieurs assassinats de personnalités impliquées dans la dictature Pinochet.

Après plus de 21 ans de clandestinité, il a été arrêté le 16 février 2018 à Paris mais remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire par la justice française.

Malgré une demande d'extradition formulée par le Chili, il a obtenu l'asile politique en France le 2 novembre dernier.

Source : Reuters

Les hôpitaux néerlandais craignent des pénuries en cas de "Brexit dur"

23 janvier 2019

Un Brexit sans accord pourrait entraîner une pénurie de médicaments et de matériel médical aux Pays-Bas, avertit mercredi la Fédération néerlandaise des hôpitaux universitaires (NFU). Deux milliards d'euros de médicaments et de matériel y sont importés chaque année de Grande-Bretagne, ce qui représente 10% des échanges bilatéraux.

Mais la crainte des hôpitaux néerlandais, qui est largement partagée dans l'Union européenne, ne porte pas seulement sur ces importations, puisqu'un grand nombre de fournitures médicales fabriquées dans d'autres pays sont certifiées en Grande-Bretagne.

Ces certifications deviendraient invalides dans l'UE en cas de rupture sans accord entre Londres et Bruxelles, le 29 mars, ce qui obligerait les hôpitaux à chercher de nouveaux fournisseurs.

"De grands risques sont à prévoir pour nos activités quotidiennes si la Grande-Bretagne quitte l'UE sans accord", écrit la NFU.

Source : Reuters

Autriche : 14 ans ferme pour la "présidente" d'un mouvement anti-étatique

25 janvier 2019

La "présidente" autoproclamée d'un groupe anti-étatique autrichien a été condamnée vendredi à 14 ans de prison ferme pour sédition et incitation à la haute trahison, une peine justifiée selon les assises par la dangerosité potentielle de cette mouvance en plein essor dans l'espace germanique.

Monika Unger, une mère de famille âgée de 42 ans, avait créé en 2015 une "Fédération des Etats" (Staatenbund) qui a rassemblé jusqu'à 2.600 membres, selon le parquet. Contestant la légitimité de l'Etat autrichien, elle avait "ordonné" à l'armée de renverser le gouvernement. Elle avait également écrit au président russe pour lui demander une assistance militaire.

Le Staatenbund avait émis des "passeports diplomatiques" et vendait à ses affiliés des plaques d'immatriculation à ses couleurs. L'organisation, qui interdisait à ses membres de payer leurs impôts, a également récolté près de 40.000 euros au titre d'inscriptions à son propre "cadastre", assurant que cette démarche rendait caduques les éventuelles hypothèques.

Le numéro deux du mouvement, un ancien gendarme âgé de 71 ans, a été condamné à dix ans ferme. Une dizaine d'autres accusés ont été condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans de prison.

Monika Unger a reconnu avoir cherché à "arrêter" et à "juger" des élus, des juges ou des employés de banque afin de mettre en place sa propre administration, estimant être "victime d'un système d'oppression". Les accusés avaient été arrêtés en avril 2017 lors d'un vaste coup de filet qui avait mobilisé plus de 450 policiers des forces spéciales.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

Pas d'accord entre l'Otan et Moscou sur les missiles russes

25 janvier 2019

La réunion organisée vendredi à Bruxelles entre représentants de l'Otan et de la Russie n'a abouti à aucun compromis sur la question des missiles russes que les Occidentaux perçoivent comme une menace, a annoncé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg.

Les Etats-Unis ont demandé lundi à la Russie de détruire ses missiles de croisière SSC-8 (Novator 9M729 pour les Russes) dont la possession viole selon Washington le traité de 1987 sur le contrôle des forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI).

Le président américain a annoncé en octobre dernier son intention d'entamer le 2 février 2019 son retrait du traité FNI si Moscou ne respecte pas les engagements pris aux termes du traité de 1987.

Dans ce texte signé par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, les deux pays se sont engagés à éliminer leurs missiles nucléaires et conventionnels dont la portée se situe entre 500 et 5.500 km.

Pour l'Otan, comme pour Washington, le Novator 9M729 est justement capable de frapper une cible distante de 500 à 1.500 km. Moscou assure de son côté que son missile a une portée limitée à 500 km.

Vendredi, le ministère russe des Affaires étrangères a par ailleurs appelé Washington à renoncer à son projet "irresponsable" de déployer dans l'espace un système de défense antimissiles. Pour Moscou, ce plan qui rappelle le projet de "Guerre des Etoiles" des années 1980 ne peut que relancer la course aux armements.

Source : Reuters

Traité INF : la Russie assure jouer la "transparence" en présentant son missile controversé

23 janvier 2019

La Russie a assuré jouer "la transparence" mercredi en présentant un système de missiles controversé qui a poussé les Etats-Unis à vouloir se retirer d'un traité nucléaire datant de la Guerre froide, une ouverture inédite car Moscou a toujours démenti violer ce traité.

Devant un parterre de journalistes, des hauts responsables de l'armée russe ont décrit en détail le système de missiles 9M729, insistant sur le fait qu'il avait une portée maximale de "480 km" et respectait donc le traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), qui fixe la limite à 500 km.

En octobre, le président américain Donald Trump a annoncé son intention de retirer son pays de cet accord INF, au motif que Moscou ne le respectait pas. Au cœur du conflit : le 9M729, capable de transporter une arme nucléaire et qui, assurent les Etats-Unis et l'Otan, est d'une portée supérieure à 500 km.

La Russie dément depuis le début ces accusations "sans fondement", reprochant en retour à Washington de violer le traité, mais c'est la première fois que Moscou donne plus d'informations publiques sur les missiles incriminés par les Américains.

Le mois dernier, Washington a adressé à Moscou un ultimatum, lui donnant 60 jours pour se conformer au traité INF sous peine d'enclencher début février la procédure de retrait qui est censée durer six mois.

Du coup, Vladimir Poutine est aussi passé aux menaces, mettant en garde contre un retour à la course aux armements et promettant que la Russie mettrait au point de nouveaux missiles en cas d'annulation du traité INF.

Il a aussi proposé à de nouveaux pays d'intégrer le traité INF, une allusion à la Chine qui met au point des missiles nucléaires bannis par le traité, ce qui inquiète beaucoup Washington, mais cette proposition a peu de chances d'être suivie d'effets.

La semaine dernière, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, en écho à la position européenne qui souhaite que le traité soit préservé, a appelé Moscou à détruire ces missiles afin de préserver un traité qui touche "aux intérêts sécuritaires fondamentaux" de Berlin et de l'Europe.

Source : AFP

La France et l'Inde à la manœuvre dans l'océan Indien

25 janvier 2019

Sur un quai ensoleillé de Bombay, une frégate militaire française déployée en océan Indien se ravitaille dans un port de l'armée indienne, une escale rendue possible par la collaboration accrue entre la France et l'Inde dans cet espace maritime où la Chine avance ses pions.

Un accord de coopération logistique signé l'an dernier entre Paris et New Delhi ouvre à leurs forces armées un accès réciproque à leurs bases militaires. Un assouplissement significatif destiné à renforcer les marines des deux puissances dans le Grand Jeu de l'océan Indien, l'un des axes vitaux du commerce international.

S'étendant de l'Asie du Sud à l'Antarctique, de l'Afrique à l'Australie, l'océan Indien prend un poids géostratégique grandissant à mesure que le XXI^e siècle ramène le centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie.

"L'océan Indien, c'est 25% du trafic maritime mondial mais 75% des exportations de l'Union européenne. Pouvoir assurer la liberté de navigation dans cette région-là, avec un partenaire comme l'Inde, est vital", indique Alexandre Ziegler, ambassadeur de France en Inde.

En raison de son exposition géographique, l'Inde a toujours joui d'une position prédominante dans ces mers. Mais cet avantage est aujourd'hui rogné par une présence chinoise de plus en plus affirmée.

La Chine a notamment ouvert sa première base militaire à l'étranger, à Djibouti. Elle développe aussi un grand port à Gwadar, au Pakistan, et a obtenu une concession de 99 ans pour le port de Hambantota, au Sri Lanka. Un affaiblissement qui nourrit, dans les corridors du pouvoir à New Delhi, la crainte d'un encerclement progressif.

"L'Inde voit d'un mauvais œil la multiplication des intérêts chinois en océan Indien et la France a, elle aussi, manifesté un certain malaise par rapport aux implications de la présence chinoise dans la partie ouest de l'océan Indien", où se situent des territoires d'outre-mer français comme La Réunion ou Mayotte, note Isabelle Saint-Mézard, chercheuse spécialiste d'Asie du Sud.

À travers une série de récents accords avec les États-Unis, Singapour, Oman et l'Indonésie, l'Inde "tisse un réseau de bases qui lui sont accessibles à travers tout l'océan Indien", relève Mme Saint-Mézard.

Pour Darshana Baruah, analyste à Carnegie India, spécialisée dans la sécurité maritime, l'objectif de New Delhi "n'est pas de faire la course avec la Chine mais de pouvoir protéger et sécuriser ses intérêts stratégiques et rester une puissance de premier plan dans la région de l'océan Indien".

Source : AFP

Nouvelle mission de la marine US en mer de Chine méridionale

25 janvier 2019

Les États-Unis ont envoyé jeudi deux destroyers dans le détroit de Taiwan, la première mission de la marine américaine en mer de Chine méridionale depuis le début de l'année, a annoncé le ministère taiwanais de la Défense, malgré les avertissements de la Chine qui en revendique la souveraineté.

Pékin, qui répète que la question de Taiwan est liée à la souveraineté et à l'intégrité territoriale chinoises, a demandé par le passé aux États-Unis de ne pas procéder à ce qu'il considère comme des "provocations". Washington a dit défendre la liberté de navigation et respecter le droit international.

Cette nouvelle mission de la marine américaine fait figure pour Taipei de marque de soutien de la part de Washington, qui est l'allié le plus puissant de Taiwan et son seul fournisseur d'armes. La Chine considère l'île autonome comme une province rebelle ayant vocation à revenir à terme dans son giron, et l'armée chinoise mène régulièrement des exercices autour de l'île.

Au début du mois, le président chinois Xi Jinping a prévenu que la Chine se réservait le droit de recourir à la force pour mettre Taiwan sous son contrôle.

En réponse, la présidente taiwanaise Tsai Ing-wen a appelé la communauté internationale à défendre les valeurs démocratiques.

Source : Reuters

Chine et États-Unis bien loin d'un accord, dit Ross

24 janvier 2019

Les Etats-Unis et la Chine sont bien loin d'avoir trouvé un accord susceptible de solder leur contentieux commercial, mais il est tout à fait possible qu'un compromis soit ultérieurement conclu, a déclaré jeudi le secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross.

A un peu plus d'un mois du 1^{er} mars, la date butoir fixée par Pékin et Washington pour qu'une solution soit trouvée, une délégation chinoise est attendue la semaine prochaine à Washington pour une nouvelle série de discussions, a ajouté Wilbur Ross.

L'administration Trump menace de relever de 10% à 25% ses droits de douane sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés à partir du 2 mars, si Pékin ne répondait pas de manière satisfaisante aux critiques de Washington sur la propriété industrielle, les transferts de technologie forcés ou les barrières non-douanières.

Source : Reuters

La Chine a rattrapé son retard technologique en "volant" les Etats-Unis, selon le renseignement américain

23 janvier 2019

La Chine a "compressé" les délais pour développer de nouvelles technologies en "volant" la propriété intellectuelle américaine, ce qui lui permet aujourd'hui de contester la suprématie des Etats-Unis dans ce domaine, selon la direction du renseignement américain (DNI).

"Nous sommes confrontés à l'éventail de menaces le plus divers et le plus complexe que nous ayons jamais vu", a affirmé mardi le directeur du renseignement, Dan Coats, en présentant la nouvelle "stratégie du renseignement national" des Etats-Unis.

Parmi les sources de ces menaces, il a cité les adversaires traditionnels des Etats-Unis, comme la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran, mais aussi les groupes terroristes et d'autres acteurs non-étatiques. "Notre plus grande inquiétude, ce sont ces menaces qui fusionneraient, parce que nos adversaires uniraient leurs forces", a-t-il souligné.

La Chine notamment a rattrapé son retard sur les Etats-Unis grâce à "sa capacité à voler notre propriété intellectuelle", a affirmé un haut responsable de la direction du renseignement. La Chine et la Russie sont tentées par un partenariat dans l'intelligence artificielle, et "c'est une source d'inquiétude", a précisé ce haut responsable ayant requis l'anonymat.

Source : AFP

PLANETE GLOBALE

Plus de 10.000 décès et 61 millions de personnes touchées par des catastrophes naturelles en 2018 (ONU)

24 janvier 2019

Les catastrophes naturelles ont affecté 61,7 millions de personnes et fait 10.733 décès dans le monde en 2018, a annoncé l'ONU jeudi à Genève. Les tremblements de terre, les tsunamis et les éruptions volcaniques ont été les plus meurtriers parmi les désastres en 2018, avec 289 incidents répertoriés.

Le rapport conjoint du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes et du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CREC) de l'Université de Louvain (Belgique) montre que ces catastrophes naturelles ont aussi affecté le quotidien de 3,4 millions de personnes.

Parmi les pays touchés, l'Indonésie a subi les pertes humaines les plus importantes. Par pays, l'Inde, les Philippines et la Chine ont rassemblé le plus grand nombre de personnes affectées. La Représentante spéciale appelle d'ailleurs à œuvrer pour l'adaptation au changement climatique.

Les inondations, la sécheresse, les tempêtes et les feux de forêt ont touché 57,3 millions de personnes, soulignant une fois de plus que pour diminuer les pertes liées à ces situations extrêmes, « nous devons améliorer » le dispositif face à menaces, a dit Mme Mizutori.

Les inondations ont constitué à nouveau les perturbations aux conséquences sur le plus grand nombre de personnes. Au total, 35,4 millions de personnes y ont été confrontées, dont 23 millions au Kerala, en Inde. Les intempéries ont également causé plus de 2.800 décès, dont plus de 500 en Inde, 220 au Japon, 199 au Nigéria et 151 en Corée du Nord.

Moins ravageuses, les tempêtes ont toutefois fait un record de victimes pour ce type de désastres, près de 1.600. Elles ont affecté 12,8 millions de personnes et devraient être les plus coûteuses parmi les catastrophes en 2018.

De même, jamais des incendies aussi meurtriers n'avaient été observés en Europe et dans le nord du continent américain. Selon le document, la Grèce, avec 126 décès, a enregistré l'incendie le plus meurtrier jamais enregistré en Europe et les États-Unis (88 morts) ont connu l'incendie le plus mortel depuis plus d'un siècle et le plus coûteux jamais enregistré.

En outre, le rapport souligne que 9,3 millions de personnes ont fait face à une sécheresse. Parmi les pays les plus touchés, le rapport cite le Kenya, l'Afghanistan et l'Amérique centrale, notamment dans « des foyers de migration comme au Guatemala, au Honduras, au Salvador et au Nicaragua ».

Les Etats membres de l'ONU se sont engagés à réduire les décès, le nombre de désastres et les pertes économiques d'ici 2030. Les États se sont également engagés à mettre en œuvre le Cadre de Sendai (2015-2030), le plan mondial de réduction des pertes dues aux catastrophes.

Source : ONU

La FAO appelle à investir dans un usage durable de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

23 janvier 2019

La FAO a appelé mercredi à intensifier les politiques et les investissements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord afin de rendre l'utilisation de l'eau dans le secteur agricole plus durable et plus efficace et de s'assurer que toutes les personnes de la région ont accès à des régimes alimentaires sains.

« Ici, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le manque d'eau représente probablement l'un des principaux défis pour la production agricole et le développement », a déclaré le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

La région affiche l'un des plus faibles niveaux d'eau douce à travers le monde et ces eaux, principalement souterraines et non renouvelables, s'épuisent peu à peu. Ces quarante dernières années, le niveau d'eau douce a baissé de 60% et devrait diminuer de 50% supplémentaires d'ici à 2050. Or, l'agriculture représente 85% de l'utilisation hydrique.

Selon la FAO, le fait d'économiser l'eau ne constitue pas seulement une bonne pratique, cela pourrait bientôt constituer la seule et unique pratique.

L'Agriculture aquacole intégrée (IAA), est un moyen d'économiser de l'eau et de produire plus avec moins.

L'aquaponie est un exemple d'IAA qui associe l'aquaculture, l'élevage d'animaux aquatiques et l'hydroponie ; soit la culture des plantes dans l'eau sans sol. Cela signifie que cette eau est utilisée à la fois pour élever des poissons et pour faire pousser des cultures.

Les fermes pratiquant l'aquaponie peuvent réussir à réduire leur consommation d'eau de 90% par rapport aux systèmes traditionnels de production agricole. Ces fermes offrent divers produits aux populations, comme le tilapia en Egypte et à Oman ou encore le poisson-chat Nord-africain en Algérie.

L'aquaponie est également une solution agricole pour les pays de la région où l'eau ne représente pas le seul défi : un taux de salinité élevée, un manque de nutriments ou des problèmes d'érosion.

L'aquaponie permet à la région de cultiver des légumes, des fruits et d'autres aliments sur des terres non-hospitalières ou non-utilisables et fournit à la population des aliments produits localement qui leur donnent les protéines et minéraux nécessaires sans avoir à utiliser de l'eau de manière intensive.

Développer ce genre de fermes nécessite cependant certaines innovations et des connaissances techniques que les agriculteurs ne possèdent pas. La FAO a été l'une des premières organisations à promouvoir l'aquaculture dans les déserts et les terres arides et à chercher les solutions les plus adéquates pour faire face aux pénuries d'eau et à la dégradation des sols.

Source : ONU

Terrorisme : le nombre des morts au plus bas depuis 2009, selon un rapport

23 janvier 2019

Le nombre des morts liées au terrorisme a atteint en 2018 son niveau le plus bas depuis 2009, notamment grâce au recul des violences perpétrées par le groupe Etat islamique (EI), a affirmé mercredi le Centre international d'analyse du terrorisme Jane (JTIC).

"Sur l'ensemble de l'année 2018, le JTIC a enregistré dans le monde un total de 15.321 attaques commises par des groupes armés non-étatiques, qui ont fait un total de 13.483 morts" parmi les personnes n'appartenant pas à ces groupes, a déclaré Matthew Henman, le directeur du centre de recherche.

Premier élément mis en avant pour expliquer cette évolution, les pertes territoriales subies par l'EI en Irak et en Syrie jusqu'en 2017, qui ont "sensiblement réduit la capacité du groupe à opérer", selon le JTIC. A l'inverse, l'Afghanistan devient "le pays le plus dangereux du monde", en raison de la persistance d'attaques de l'EI et de "la montée en puissance des talibans".

Sur le continent européen, le JTIC souligne "l'intensification des activités opérationnelles des deux groupes militants séparatistes prorusses" à l'origine de la création des Républiques populaires autoproclamées de Lougansk et de Donetsk, dans la région du Donbass, dans l'est de Ukraine.

Source : AFP

La violence et le harcèlement à l'école sont un problème mondial majeur (UNESCO)

22 janvier 2019

Un nouveau rapport de l'UNESCO confirme que la violence et le harcèlement à l'école sont des problèmes majeurs dans le monde. Le document *Derrière les chiffres : Mettre fin à la violence et aux brimades à l'école* est publié à l'occasion du plus grand rassemblement au monde de ministres de l'éducation et des compétences, le Forum mondial de l'éducation 2019.

Le rapport montre que malgré la gravité du problème, certains pays ont réalisé des progrès considérables. Près d'un élève sur trois (32%) a été victime d'intimidation par ses camarades à l'école au moins une fois au cours du mois écoulé et une proportion similaire est touchée par la violence physique.

L'intimidation physique est le type d'intimidation le plus fréquent dans de nombreuses régions, à l'exception de l'Amérique du Nord et de l'Europe, où l'intimidation psychologique est la plus répandue.

L'intimidation sexuelle est la deuxième cause en importance dans de nombreuses régions. La violence à l'école et l'intimidation touchent les garçons et les filles. L'intimidation physique est plus fréquente chez les garçons, alors que l'intimidation psychologique est plus répandue chez les filles.

L'intimidation sur les téléphones portables et en ligne est également en augmentation.

Les enfants qui sont perçus comme différents de quelque manière que ce soit risquent davantage d'être victimes d'intimidation, et l'apparence physique est la cause la plus courante d'intimidation.

L'intimidation a un effet négatif important sur la santé mentale, la qualité de vie et les résultats scolaires des enfants. Les enfants fréquemment victimes d'intimidation ont presque trois fois plus de risques de se sentir étrangers à l'école et plus de deux fois plus susceptibles de rater l'école que ceux qui ne sont pas fréquemment victimes d'intimidation.

Il existe des solutions. Un certain nombre de mesures ont démontré leur efficacité pour réduire ou maintenir une faible prévalence de la violence et de l'intimidation à l'école. L'intimidation a diminué dans près de la moitié des 71 pays et territoires étudiés et une proportion similaire de pays a également connu une diminution des bagarres ou des attaques physiques.

Ces pays ont en commun plusieurs facteurs de succès, notamment leur volonté de promouvoir un climat et un environnement scolaires sains et positifs, des systèmes efficaces de signalement et de surveillance de la violence et du harcèlement, une formation et un soutien aux enseignants, un soutien et des références pour les étudiants, l'autonomisation et la participation des étudiants.

Source : ONU